

**Déclaration liminaire des représentants FO-FINANCES 64
au CDAS du 19 novembre 2015**

Madame la Présidente,

Les représentants FO-FINANCES 64 à ce CDAS tiennent tout d'abord à vous informer qu'ils ne se prononceront pas sur le premier point de l'ordre du jour, à savoir l'approbation du procès-verbal du CDAS du 7 avril 2015.

En effet, ce procès-verbal est parvenu à la parité syndicale le 28 octobre dernier (soit plus de 6 mois après la tenue de la réunion) avec une demande de retour pour le 3 novembre 2015.

La plupart d'entre nous (en congés pendant la deuxième semaine des vacances scolaires) n'ont donc pas eu le temps nécessaire pour en prendre connaissance et apporter d'éventuelles modifications.

Venons-en maintenant aux annonces ministérielles en matière d'action sociale.

Lors du Comité Technique Ministériel du 13 octobre 2015, les différents ministres présents (SAPIN, MACRON et ECKERT) ont annoncé que le budget de l'action sociale serait amputé de 12 millions d'euros, une première depuis 1989, et surtout un véritable coup de massue !

Mais en réalité cela était à minima de la désinformation, au pire un mensonge !

En effet, la baisse est en fait de 28 millions d'euros, sans compter la réserve de précaution et autres gels !

Donc, après les suppressions d'emplois, les restructurations de services, le blocage de la valeur du point d'indice et des rémunérations, l'effondrement des promotions internes, les Ministres s'attaquent à l'action sociale, jusqu'alors préservée.

De fait, l'avenir d'une action sociale construite depuis plus de 25 ans par et pour les agents est remis en cause ainsi que toutes les prestations dont ils peuvent bénéficier.

Nous ne l'accepterons pas !

Cette décision a été prise unilatéralement, avec le plus grand mépris pour les agents !

Cela n'a rien de surprenant et s'inspire d'ailleurs complètement de l'attitude inacceptable, voire provocatrice, du Premier Ministre, qui met en œuvre un accord minoritaire concernant les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations.

Le dialogue social n'est plus et ce, du fait de la seule responsabilité de nos gouvernants actuels !

Il s'agit bien évidemment là d'un déni de démocratie sociale, et les agents des Finances sauront le faire savoir en se mobilisant fortement le moment venu !